
Note de lecture

SE SENTIR MAL DANS UNE FRANCE QUI VA BIEN

L'OUVRAGE

Année après année, les enquêtes européennes réalisées par Eurobaromètre font état d'un pessimisme des Français qui excède celui que l'on trouve dans les autres pays européens. Ce pessimisme ne se justifie pas quand on examine l'état des inégalités en comparaison avec celles en vigueur dans les autres pays développés.

D'un point de vue économique, le sentiment relativement répandu de détérioration du pouvoir d'achat n'est pas tout à fait justifié quand on examine les faits. En 50 ans, le revenu disponible des Français a nettement progressé, et les inégalités de revenu sont plus faibles en France que dans la moyenne européenne. De plus, la pauvreté a considérablement reculé depuis un demi-siècle. Si on considère le taux de pauvreté à 60% du revenu médian comme le veut l'Union européenne, la France ne fait pas partie des pays les plus inégalitaires. Enfin, les inégalités territoriales ne correspondent pas à la représentation qu'en a le sens commun : la croissance du revenu est globalement plus faible en ville qu'à la campagne.

D'un point de vue social, la France est le pays de l'Europe qui a le pourcentage le plus élevé de prestations sociales dans son PIB (34%), ce qui explique que son système de santé soit placé en tête à l'occasion des comparaisons internationales et que les retraites se situent à un niveau satisfaisant comparées à celles de la plupart des autres pays riches. Le logement et la famille appellent un constat analogue. Certes, ici comme ailleurs, l'isolement social et les familles monoparentales gagnent du terrain, mais l'hexagone demeure encore un des pays de l'Union qui consacre un budget important à aider les plus pauvres à régler leurs frais de logement.

Dans ces conditions, comment expliquer la révolte récente des Gilets jaunes dans un pays qui objectivement ne se porte pas si mal que cela ?

L'explication sans doute la plus pertinente est la thèse de la frustration relative déjà énoncée par Alexis de Tocqueville dans *L'Ancien régime et la Révolution* en 1856. Quand on améliore le sort des plus démunis, l'insatisfaction de ceux-ci s'accroît, car ils commencent à comparer leur situation à celle des groupes plus privilégiés. Quoi qu'il en soit, cette frustration relative se traduit par une cohésion sociale qui s'affaiblit, ce qui rend la tâche du pouvoir politique particulièrement difficile dans un contexte de réformes importantes à mener.

L'ouvrage

Le livre est consacré à l'examen du paradoxe suivant : comment expliquer l'insatisfaction des Français alors que la France est un des pays les plus égalitaires de la planète et l'un de ceux qui procèdent à la plus large redistribution sociale ? En effet, si l'on résume les revendications des Gilets jaunes telles qu'elles se sont exprimées à partir de novembre 2018, ceux-ci réclamaient une forte augmentation des dépenses sociales : hausse des petites retraites, création d'emplois pour les chômeurs, amélioration des logements sociaux, augmentation des dépenses d'éducation et de sécurité, etc... Pourtant, de fait, la France est déjà le pays de l'Union européenne qui consacre la plus forte part de son revenu à la protection sociale : 34% du PIB va aux prestations de santé, retraite, chômage, famille, alors que la moyenne européenne est de 29%. Que révèle cette contradiction entre la situation réelle du pays et le vécu de bon nombre de ses habitants ?

L'insatisfaction des Français

Année après année, les enquêtes européennes réalisées par Eurobaromètre font état d'un pessimisme des Français qui excède celui des autres européens, même si 94% d'entre eux s'estiment heureux de vivre dans leur pays. A la question générale « Avez-vous confiance en l'avenir ? », 58% des Français répondent positivement, contre 69% des Européens en moyenne.

Le pessimisme des Français concerne les institutions. 7% d'entre eux font confiance aux partis politiques (19% des Européens), moins de la moitié ont un sentiment positif envers l'action des syndicats (alors que 80% des Allemands et des Nordiques se déclarent satisfaits de ceux-ci), 66% n'ont pas confiance aux médias (56% des Européens font de même).

Le pessimisme vaut également pour la sphère économique. Les Français sont très hostiles à la mondialisation (ils sont 55% à s'en méfier, et 38% dans l'ensemble de l'Union européenne), à l'économie de marché (40% d'opinions négatives ; 29% en Europe), un peu plus positifs sur l'esprit d'entreprise (75% le jugent positivement), même si la confiance dans les grandes entreprises publiques et privées n'est pas très élevée dans l'hexagone (47% d'opinions négatives ; 37% en Europe).

Enfin, la solidarité fait également l'objet d'un jugement assez pessimiste. L'Etat-providence, pourtant très présent dans ce pays, est très peu apprécié (34% de réponses favorables, le double en Europe alors que l'interventionnisme

est beaucoup moins développé), et les Français se font peu d'illusions sur le lien social, puisqu'ils sont nombreux à penser que les gens ont peu de choses en commun (35% l'affirment, le score le plus élevé de l'Union européenne). La seule sphère qui échappe au pessimisme est la vie privée. Globalement, les Français expriment l'idée que la situation de leur pays s'est dégradée au cours des 5 dernières années alors que leur situation personnelle s'est améliorée ou est restée inchangée. Ce repli des Français sur la vie privée est à mettre en parallèle avec un taux de fécondité relativement élevé : c'est le pays d'Europe qui a la fécondité la plus forte, ce qui semble confirmer la thèse du repli sur l'espace familial (le « *cocooning* »).

L'état des inégalités économiques

En matière d'inégalités de revenus, le sentiment relativement répandu de détérioration du pouvoir d'achat n'est pas tout à fait justifié. Il est vrai que le revenu disponible n'a guère progressé depuis 2008, mais quand on prend un peu de recul, celui-ci avait progressé rapidement durant les Trente Glorieuses, avant de stagner entre 1976 et 1987, et de reprendre son ascension jusqu'en 2008. Et surtout les comparaisons européennes menées par *Eurostat* montrent qu'au niveau des inégalités de revenu, celles-ci sont plus faibles en France que dans la moyenne européenne. L'indice de Gini de la France est le 11^{ème} plus faible sur 28, l'indice interdécile le 10^{ème}, de même que le rapport des 20% les plus pauvres aux 20% les plus riches. Le niveau d'inégalité est plus fort en Allemagne, en Italie, au Royaume-Uni et en Espagne, qu'en France.

Si on se penche maintenant sur la pauvreté, force est de constater que celle-ci a considérablement reculé depuis un demi-siècle. Le pourcentage de personnes qui ont un niveau de vie inférieur à 50% du revenu médian a constamment diminué depuis 1950. Il était de 13% en 1971, il est maintenant de 8%. Si on place le taux de pauvreté à 60% du revenu médian comme le veut l'Union européenne, on constate que la France fait partie des pays les moins inégalitaires : le 06^{ème} le plus faible de l'Union, juste derrière la Finlande, la République tchèque, la Slovaquie et le Danemark, qui sont les plus égaux. De même, le patrimoine moyen des ménages a augmenté : il est passé de 152000 euros à 248000 euros en 2015, soit une croissance de 3% par an, supérieure à la croissance économique. Cette croissance n'a pas accru les inégalités de patrimoine, sauf pour les deux tranches les plus pauvres, ce qui est logique puisque celles-ci ne sont pas propriétaires de leur logement. Pour l'ensemble des classes moyennes, le patrimoine s'est accru au même rythme que celui de la classe supérieure. Comme pour les inégalités de revenus, ces inégalités de patrimoine sont souvent plus fortes chez nos voisins, et notamment en Allemagne.

Enfin, si on examine maintenant les inégalités territoriales, on constate là aussi que l'accusation des Gilets jaunes concernant les métropoles à qui l'on reproche d'accaparer l'attention et de rejeter dans l'ombre la « périphérie » n'est pas tout à fait justifié non plus. Pour s'en tenir aux statistiques disponibles en 2015, on observe, contrairement aux représentations du sens commun, que plus le nombre d'habitants d'une commune est faible, plus le revenu médian est élevé. Plus exactement, la croissance du revenu est faible dans les pôles urbains, plus élevée dans les couronnes de ces pôles, et plus importante encore dans les communes « hors influence », que l'on désignait autrefois sous le vocable de « rural profond ». Ce sont donc ceux dont le revenu a le plus progressé qui demandent qu'il progresse encore, tandis que ceux dont le revenu a le moins augmenté ne participent pas aux revendications : ce constat n'est paradoxal qu'en apparence puisqu'il est conforme à la théorie de la frustration relative bien connue depuis Tocqueville (voir plus bas).

L'état des inégalités sociales

Les inégalités sociales appellent un constat relativement similaire aux inégalités économiques.

Comme on l'a indiqué en introduction, la France a le plus haut pourcentage de prestations sociales dans le produit intérieur brut, 34%, juste devant le Danemark et la Finlande (32%). Pourtant, l'opinion publique française apprécie mal cette première place, puisqu'elle est persuadée que le niveau élevé des prestations est dû à une bureaucratie inefficace.

Or, quand on examine les faits, même si le système de santé français présente quelques signes de crise, il n'en demeure pas moins que celui-ci est régulièrement placé en tête à l'occasion des comparaisons internationales. Cela se matérialise d'ailleurs dans l'espérance de vie, qui est un des meilleurs juges de la qualité de la santé. L'espérance de vie des français demeure l'une des plus élevées au monde, particulièrement chez les femmes, bien devant des pays comme la Russie et les Etats-Unis, même s'il est vrai qu'elle ne progresse plus aujourd'hui. Les retraites se situent également à un niveau satisfaisant. Avec 15,5% de son PIB, la France est le 3^{ème} pays de l'Union européenne, bien devant l'Allemagne, qui n'accorde que 11,4% de son PIB à la vieillesse, alors qu'elle a une proportion de personnes âgées de 10% supérieure à celle de la France. Cela explique que la situation des personnes âgées s'est considérablement améliorée depuis les années 1960, à tel point que celles-ci sont désormais mieux loties que bon nombre d'actifs jeunes. Quant à la durée moyenne de vie après le départ en retraite, elle est aussi en France la plus élevée des pays européens, aussi bien pour les hommes (23,6 ans) que pour les femmes (27,6 ans). Le logement et la famille appellent un constat analogue. Certes, la proportion des ménages d'isolés augmente en France (16% en 2015, contre 6,5% en 1962), de même que la proportion de familles monoparentales (24,5% en 2015 contre 7% en 1962) et celle de divorcés (toujours en 2015, 46% des mariages célébrés 7ans plus tôt se terminent par un divorce), mais ces observations se retrouvent dans les autres pays développés. Et si une des conséquences de cette évolution de la structure des ménages est que le poids du logement augmente dans la consommation finale (de 21% en 1982 à 26%

en 2015), la France demeure encore un des pays de l'Union qui consacre un budget important à aider les plus pauvres à régler leurs frais de logement.

Il y a quand même deux domaines où le pessimisme des Français se justifie partiellement. Le premier domaine est celui de l'éducation. Dans un pays où la méritocratie, marquée par l'acquisition d'un diplôme, a longtemps été un symbole de la République, le ralentissement actuel de la mobilité sociale est particulièrement douloureux, alimentant un sentiment d'échec plus élevé que dans les pays voisins. Le deuxième domaine est celui de l'égalité entre les hommes et les femmes. Si la progression de cette égalité est peut-être la plus grande transformation que la France a vécu dans la seconde moitié du XXème siècle, les salaires des hommes demeurent toujours supérieurs à ceux des femmes (entre 2005 et 2015, l'écart de salaire moyen entre les deux sexes a seulement baissé de 20% à 18%) et quel que soit l'âge, à diplôme égal, les femmes sont encore loin d'avoir la même position sociale que les hommes.

Conclusion

Comment expliquer la révolte des Gilets jaunes dans un pays qui, comme on vient de le voir, ne se porte pas si mal que cela ?

L'explication la plus pertinente est sans doute la thèse de la frustration relative énoncée par Alexis de Tocqueville en 1856 dans *L'Ancien régime et la Révolution*. Celui-ci montrait alors que 1789 est survenu au moment où la forte croissance de la seconde moitié du XVIIIème siècle ralentissait et où de nombreuses réformes administratives étaient engagées. Ce n'était à l'époque pas la misère qui provoquait les troubles, mais plutôt les inquiétudes d'une population qui commençait à considérer que l'amélioration des conditions de vie faisait partie du cours normal des choses.

De la même façon, aujourd'hui, à une période de croissance rapide jusqu'en 1974 a succédé jusqu'en 2008 une croissance plus faible et irrégulière, suivie d'une quasi-stagnation. La pauvreté s'est légèrement accrue, le revenu n'a plus augmenté, l'espérance de vie plafonne... Pour beaucoup de Français, alors que la prospérité semblait à portée de main, l'espoir d'atteindre un jour l'aisance matérielle s'éloigne. Simultanément, l'éducation assure moins la mobilité sociale parce que le décalage entre le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur et la proportion de cadres et de professions libérales dans la population active s'accroît. Dans ces conditions, la société française donne l'impression de s'immobiliser et le mythe de la méritocratie s'effondre. La communication entre les différentes classes sociales s'est amenuisée d'une génération à une autre à cause d'une reproduction de l'élite qui se fait désormais en circuit fermé. Tout cela fait que la cohésion sociale décline et que la société française se présente maintenant à bien des égards comme un archipel (Jérôme Fourquet, *L'Archipel français*, 2019) dans lequel les différents groupes sociaux ne communiquent plus vraiment entre eux, à l'image des Gilets jaunes qui ont retrouvé sur les ronds-points le sentiment de la communauté, mais d'une communauté fermée aux autres, qui donne l'impression d'un émiettement supplémentaire de la société.

Dès lors, la tâche du pouvoir politique, immense dans un contexte de réformes difficiles à mener, est de rétablir la circulation entre les différentes classes sociales et les différentes générations.

Quatrième de couverture

94% des Français s'estiment heureux de vivre dans leur pays, selon un sondage de mars 2018. Mais alors, pourquoi, six mois après, 280000 Gilets jaunes déferlent-ils dans toute la France et, des semaines durant, crient-ils leur dénuement et leurs souffrances ? Pourquoi, surtout, recueillent-ils 70% d'adhésion de l'opinion lors de leur première manifestation ?

Comment résoudre cette contradiction entre l'importance du budget social de la nation, le sentiment immédiat de vivre heureux dans son pays et le sentiment contraire de souffrir de nombreuses carences sociales ? Ni partisan ni naïf, Hervé Le Bras propose une lecture fine de sondages et études, en compare les résultats dans différents pays européens. Partant du constat que la France est à la fois l'un des pays les plus égalitaires de l'Union européenne et l'un de ceux qui procèdent à la plus large redistribution sociale, le démographe s'interroge sur ce qui peut alors expliquer la contradiction entre l'état objectif du pays et le sentiment subjectif de ses habitants. Une lecture aussi passionnante que nécessaire.

L'auteur

Hervé Le Bras est démographe, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), et auteur de plusieurs ouvrages dont, chez le même éditeur, *Le sol et le sang* et *Crise des liens, crise des lieux* (avec Pierre Carli).

HERVÉ LE BRAS

Se sentir mal dans une France qui va bien

La société paradoxale

 l'aube

MOTS-CLÉS

Classes sociales, Inégalités économiques, Inégalités sociales.